

## L'AMI DE M. DE TALLEYRAND

« A chacun son acolyte et son aide-de-camp favori, écrivait Sainte-Beuve dans sa mordante étude sur Talleyrand. Si le pieux Enée avait le fidèle Achate, si saint Louis a Joinville, si Bayard a le loyal serviteur, si Henri IV ne va pas sans Sully, si Fénelon a son abbé de Langeron, Talleyrand et Montrond sont inséparables. Et qui pourrait-on écouter de plus voisin de la conscience de Talleyrand et qui en eût aussi bien la double clé que Montrond? » C'est sur ce curieux personnage que je veux réunir ici quelques notes et quelques traits. Je n'ai pas la prétention d'en faire un portrait achevé, mais un fidèle croquis.

Le comte Casimir de Montrond, né en 1768, était le fils d'un officier aux gardes françaises, originaire de la Franche-Comté, et d'Angélique-Marie d'Arlus. Il avait deux frères aînés, dont l'un mourut sous-préfet de Gex, en 1842 ; l'autre ne fit guère plus de bruit. Sa mère, la comtesse de Montrond, était une femme d'une haute intelligence. Elle eut sur les débuts de la Révolution les illusions qu'eurent tant d'autres et crut à un avenir de régénération et de paix. Aux 5 et 6 octobre, elle se troubla. Elle ne reconnut pas dans les terribles agitations

de la rue l'aimable idéal qu'elle avait rêvé. Elle alla aussitôt à l'autre extrême et écrivit, avec les plus ardents défenseurs de l'ancien régime, dans *les Actes des Apôtres*. En 1790, elle jugea prudent de quitter la France et se rendit en Suisse. Elle se fixa à Neuchâtel, chez un ami de J.-J. Rousseau, M. du Peyron, s'occupant de l'éducation de ses deux enfants et composant des livres pour subsister. Après la mort de son ami du Peyron, elle passa en Angleterre. On connaît d'elle une *Histoire du Long Parlement d'Angleterre et de ses crimes*, qui parut une sorte de satire des actes de la Constituante, comme l'indiquait cette épigraphe :

*Sotto gli esempi altrui narra i suosi lasi.*

Après le 18 Brumaire, elle revint en France et se fixa à Besançon. Elle continua à écrire et ne mourut qu'en 1827, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Casimir de Montrond se dégoûta bien vite de la carrière militaire dans laquelle il était entré avant la Révolution. Il n'avait pas craint de rester à Paris sous la Terreur et avait même osé collaborer, comme sa mère, aux *Actes des Apôtres*. Il fut arrêté à son tour et retrouva, en juillet 1794, dans la prison de Saint-Lazare, tout un monde de son bord, le duc de Flavigny, le comte de Vergennes, le marquis d'Usson, la comtesse d'Erviex, la comtesse de Meusin, la baronne d'Hinnisdal, la comtesse de Périgord, la duchesse d'Aignan et l'ex-duchesse de Fleury.

La duchesse de Fleury était une demoiselle Franquetot de Coigny. Elle avait repris son nom de fille après son divorce d'avec le duc de Fleury, et sous ce nom André Chénier, enfermé dans la même prison, la connut et la chanta. C'est à elle que furent adressées l'« Ode à Mademoiselle de Coigny », et *la Jeune Captive*. Madame Vigée-Lebrun nous a dépeint, dans ses *Souvenirs*, les grâces et les dons enchanteurs de cette jeune femme de vingt-trois ans, son regard brûlant, sa taille de déesse, son esprit élevé, son âme ardente et passionnée. Alors que la plupart de ses compagnes manifestaient une sorte de dégoût pour la vie, elle ne pensait qu'à vivre et le poète ramène à plusieurs reprises sur ses lèvres le même et éternel regret : « Je ne veux point mourir encore ! — Moi,

je pleure et j'espère! — Je plie et relève ma tête! — Je veux achever ma journée!... » Trois vers, gravés dans toutes les mémoires, l'ont fait revivre en sa séduction irrésistible :

La grâce décorait son front et ses discours,  
Et, comme elle, craindront de voir finir leurs jours  
Ceux qui les passeront près d'elle.

Celle qu'il appelait « aimable et douce colombe » allait devoir la vie non pas aux vœux délicats du poète, mais à l'intervention de M. de Montrond. Elle figurait, sous le nom de la « citoyenne Franquetot », son nom patronymique, sur les listes de prétendus conspirateurs que dressaient des misérables à la solde du tribunal révolutionnaire. Moyennant cent louis d'or, Montrond obtint sa radiation et la sienne. Que ne put-il sauver également André Chénier et Roucher!

Au lendemain du 9 Thermidor, madame de Coigny consentit à écouter les vœux de celui qui l'avait arrachée à l'échafaud. Elle l'épousa et partit avec lui pour l'Angleterre. Les premiers temps de cette union romanesque furent si heureux que la jeune femme écrivait à l'une de ses tantes qui voulait envoyer sa fille à Londres : « Qu'elle ne vienne point! L'aspect de mon bonheur serait trop dangereux pour elle!... » Ce bonheur ne dura pas. M. et madame de Montrond revinrent bientôt à Paris pour divorcer. Lui, retourna à ses amours frivoles; elle entourait la vieillesse de son père d'une touchante piété filiale. Plus tard, elle se prit pour le poète Népomucène Lemer cier d'une amitié qui ne connut pas de déception. Elle mourut en 1820, à l'âge de quarante-quatre ans. Le poète pleura la jeune femme enlevée « avant le terme prescrit par la nature » en un style moins heureux que celui d'André Chénier. Elle laissait des *Mémoires* qui furent confiés à M. de Talleyrand et qui ont disparu. M. de Lescure laisse entendre que M. de Montrond ne fut pas étranger à cette destruction.

Cependant, celui-ci avait trouvé auprès de M. de Talleyrand l'intimité qu'il lui fallait. Leur liaison commença sous le Directoire et, pendant plus de quarante ans, ces deux êtres ne se quittèrent point. Il y avait entre eux une réelle affinité; même absence de scrupules, même égoïsme, même savoir-faire, même

mépris des hommes, même avidité pour le luxe, l'or et les plaisirs ; chacun pouvait dire de l'autre : *abditis vitiis mire congruebat*. La corruption profonde et consciente de M. de Talleyrand avait séduit M. de Montrond. Une des maîtresses du beau Casimir, que nous retrouverons bientôt, la jolie madame Hamelin lui demandait un jour pourquoi il paraissait tant aimer M. de Talleyrand. « Qui est-ce qui ne l'aimerait pas, répondit-il sincèrement, il est si vicieux !... »

M. de Montrond avait renoncé également et à la littérature et aux armes. Sa conception de sa vie était trouvée : briller dans le monde par son élégance, sa verve, ses roueries et ses bonnes fortunes. Le salon de M. de Talleyrand était la meilleure scène où il pût conquérir ces succès, malgré son existence équivoque.

Dès lors, ce personnage est cité dans tout Paris pour ses aventures galantes, son jeu princier, sa crânerie à perdre et sa gentilhommerie à gagner. Il fait des dettes énormes et, dans l'art d'éconduire ses prêteurs ou ses fournisseurs le plus gracieusement du monde, il s'inspire de son maître qui, sous le Directoire, à un fournisseur s'enquérant du jour où il serait payé, répondait : « Mon cher, vous êtes bien curieux. » Il n'a rien et jette l'argent par les fenêtres sans qu'on puisse savoir par quelle porte l'argent était entré. Ses duels sont célèbres. Celui qu'il a eu avec l'ainé des Greffülhe a fait parler tout Paris. Il monte à cheval comme un écuyer et parle l'anglais comme un lord. Il a des redingotes, des gilets, des cravates qui font sensation. Il rivalise avec l'irréprochable Brummel.

M. de Montrond avait la taille haute et svelte ; les cheveux et les sourcils châtain, le front bombé, les yeux bleus, le nez régulier, la bouche fine, la barbe blonde, le teint clair, la figure ovale. Dans le signalement que la police impériale dressa de lui, en 1809, je trouve cette mention : « Bel homme, l'air très avantageux, le ton haut. Il a le petit doigt de la main droite placé à la naissance du poignet, c'est-à-dire à un pouce plus bas que sa position ordinaire. » Aussi toujours soigneusement ganté, il ne quittait ses gants que dans les circonstances où cela était de rigueur.

Sir Bulwer Lytton qui l'a connu et qui, dans son esquisse sur Talleyrand, a fort ménagé le prince, nous a laissé de

Montrond un portrait ressemblant et par suite peu flatté. Il en fait le type du roué français produit par *Faublas* et plus particulièrement par *les Liaisons dangereuses*. « C'était un des favoris de M. de Talleyrand comme M. de Talleyrand était un de ses enthousiasmes. Chacun disait du mal de l'autre, prétendant l'aimer à cause de ses vices. Mais personne n'avait pu parler à M. de Talleyrand d'une manière aussi intime que M. de Montrond, ni en obtenir une réponse aussi claire. Ils eurent l'un en l'autre une mutuelle confiance, et pourtant M. de Talleyrand n'aurait jamais dit à personne de se fier à M. de Montrond, pas plus que personne n'aurait dit à quelqu'un de croire M. de Talleyrand. » Une anecdote connue résume bien l'opinion de ces deux dignes amis l'un sur l'autre. Dans une soirée de l'hôtel de la rue d'Anjou, M. de Talleyrand et M. de Montrond jouaient au whist à deux tables voisines. Au moment où le jeu finissait, M. de Talleyrand dit familièrement à mi-voix à la duchesse de Laval qui s'était approchée: « Savez-vous, duchesse, pourquoi j'aime Montrond? C'est parce qu'il a peu de préjugés — Et moi, duchesse, riposta Montrond qui avait entendu, savez-vous pourquoi j'aime M. de Talleyrand? C'est parce qu'il n'a pas de préjugés du tout. »

Le personnage mystérieux qui renseignait d'Antraigues sur Napoléon et ses desseins, qui lui communiquait les pièces les plus importantes et les plus secrètes, celui qui semblerait être un des serviteurs les plus intimes de l'Empereur et les plus accrédités, appelait, en 1805, le comte de Montrond « un des aboyeurs de M. de Talleyrand avec lequel celui-ci passe sa vie ». Il le montrait au courant des secrets diplomatiques, allant les colporter dans les salons, annonçant par exemple que le prince Czartoryski avait fait au nom du gouvernement russe des avances à l'Empire si on voulait s'entendre sur la Pologne.

Le crédit dont M. de Montrond jouissait auprès de son maître remplissait de solliciteurs l'antichambre de sa maison, rue de Cerutti. M. Amédée Pichot nous a laissé un exemple assez piquant de la manière dont on allait supplier le favori, celui qu'on appelait « l'ami de cœur ». Le duc de Clermont-Tonnerre, qui avait fini par accepter la place de chambellan auprès de la princesse Borghèse, était aussi obligeant pour ses

proches que pour lui-même. Il vint un matin prier M. de Montrond de s'intéresser à son oncle, l'ancien évêque de Châlons qui aurait bien voulu être chanoine de Saint-Denis. « Je suis charmé de vous voir, mon cher duc, lui dit l'ami de Talleyrand. Vous vous êtes donc mis, vous aussi, dans le gâchis ? » Le gâchis, c'était l'Empire. On voit que M. de Montrond avait le parler facile; il lui en coûta deux ans après. « Eh bien, puisque vous avez fait comme l'évêque d'Autun, tirez-vous-en comme lui! — Il ne s'agit pas de moi, cher comte. Je sollicite simplement pour mon oncle, l'ancien évêque de Châlons, une place au chapitre de Saint-Denis. — Au chapitre impérial? — C'est cela même. — Attendez... l'évêque pourra vous aider... Oui, c'est ça, tous les deux d'un grand nom, tous les deux évêques, ensemble au séminaire... Il le fera! Il le fera! »

On a dit que le comte était l'agent de confiance de M. de Talleyrand et que celui-ci l'avait souvent employé dans de secrètes négociations. Nous en verrons bientôt une que le prince n'a certainement pas commandée. J'incline à croire que M. de Montrond, dont la fortune capricieuse était un mystère pour tout le monde, avait l'art de faire rentrer rue d'Anjou ou rue Saint-Florentin des sommes promises ou exigées pour tels ou tels services diplomatiques, en y pratiquant un prélèvement personnel. Comme ces rentrées étaient assez fréquentes, les profits devaient à la fin constituer un large revenu. J'ajoute qu'étant au courant plus que personne des secrets d'État, il pouvait jouer à coup sûr à la Bourse, ce dont il ne se privait pas.

On sait qu'en 1807 le duc de Champagne avait remplacé aux Affaires étrangères le prince de Talleyrand. Le prince avait sollicité, à titre de compensation, la place de grand chambellan qu'il perdit en 1809 pour ses intrigues avec Fouché. On sait la scène violente qu'il subit aux Tuileries devant Decrès et Molen, à la suite de laquelle il dut rendre au comte de Montesquiou cette clef que Villemain appelait, dans une étude encore inédite sur M. de Talleyrand, « le noble signe de la domesticité! » Il s'en vengea par des mots à double sens et par des moues significatives. M. de Montrond fut moins adroit. Il lança contre la cour et le régime impérial

des railleries qui, rapportées aussitôt en haut lieu, lui valurent un exil presque immédiat.

\*  
\* \* \*

Le 15 novembre 1809, le comte de Montrond s'en fut demander à la Préfecture de police un passeport pour Anvers. C'était une façon de déguiser qu'il avait reçu l'ordre de s'éloigner immédiatement de Paris. Il avait choisi, non sans raison, le département des Deux-Nèthes, où il allait rester en surveillance jusqu'à nouvel ordre. Le commissaire de police d'Anvers en fut avisé le 22 novembre et invité à observer sa conduite et ses moindres démarches, car on le soupçonnait de continuer ses menées secrètes avec Talleyraud et Fouché. Le 4 décembre, le préfet des Deux-Nèthes, M. de Voyer d'Argenson informait le comte Pelet, chargé du II<sup>e</sup> arrondissement de la police en l'absence du comte Réal, que le ministre lui avait écrit que M. de Montrond ne pouvait venir à Paris sans y être autorisé. « Jusque-là, avait observé le ministre, il peut séjourner où il voudra, à quarante lieues de la capitale. » Le préfet ajoutait : « M. de Montrond, avec lequel je suis très anciennement lié et dont le voyage à Anvers avait pour objet de passer quelques instants près de moi, a préféré y séjourner encore avec d'autant plus de raison qu'il se croit fondé à espérer que l'ordre de son éloignement sera révoqué, aussitôt qu'il aura été admis à détruire les inculpations encore inconnues par lui dont il peut avoir été l'objet. »

Voyer d'Argenson, issu d'une illustre famille, avait été aide de camp de La Fayette et avait épousé la noble veuve du prince Victor de Broglie. C'était un esprit très libéral et très instruit. Président du collège électoral de la Vienne, il avait eu l'occasion de féliciter l'Empereur de la sagesse de ses institutions et des bienfaits dont la France lui était redevable. On lui offrit en 1809 la préfecture des Deux-Nèthes qu'il accepta et qu'il dirigea avec tact et fermeté<sup>1</sup>. Il était l'ami de Montrond et il lui avait écrit au moment de son exil : « Ma personne, mon

1. Voir dans la *Revue des questions historiques* du 1<sup>er</sup> juillet 1894, un intéressant travail de M. de Lanzac de Laborie : *un Préfet indépendant sous Napoléon*.

âme, ma vie tout entière, sont à toi partout, en tout temps, et toute situation. Dispose de ma maison et de mes écuries tout à loisir. » Une amitié aussi ardente devait attirer sur lui les soupçons de sa propre police.

De son côté, le prince se remuait pour faire rentrer son favori. Il remettait à la reine de Naples et au ministre de la police deux suppliques de Montrond en les recommandant avec instance : « Mettez bien dans votre esprit et votre cœur, écrivait-il à son ami, que tout ce qui vous touche est et sera toujours en tout temps, en toute circonstance, en bonheur, en ennui, en malheur, un puissant intérêt pour moi. Je dis cela une fois pour toutes. A ce que je crois, ajoutait-il, c'est que les explications du ministre et la bienveillance de la reine doivent adoucir une disposition à laquelle je ne sais aucun véritable motif pour être mauvaise. Je vois des préventions que je sais mieux que personne, puisque personne ne vous connaît aussi bien que moi, n'avoir aucune espèce de fondement. Si l'on pouvait articuler quelque chose, il serait bien aise de répondre, mais on n'articule rien. Ainsi il faudra, sans avoir de torts, obtenir grâce et cette grâce doit, à ce que je crois, avoir lieu au mariage. Voilà mon opinion. Une fois le retour obtenu, il faudra chercher à mener l'espèce de vie qui donne le moins sujet aux préventions. Et nous la chercherons et trouverons. Adieu. Soignez votre ennui par de la lecture et des courses à cheval. Ne dépensez point d'argent et pensez avec douceur à vos amis. Personne ne vous aime plus tendrement que moi <sup>1</sup>. »

Cette lettre était écrite le 13 janvier 1810. Le mariage de Napoléon avec Marie-Louise eut lieu au mois d'avril suivant et, comme dit la chanson, M. de Montrond ne revint pas.

M. de Talleyrand ne se découragea point. Savary, le duc de Rovigo, prit le ministère de la police le 8 juin 1810, et le prince fit trêve à d'anciennes rancunes pour lui demander le retour de son ami. « C'est pour le mois de novembre, mon cher Montrond, écrit-il alors (on était au mois d'octobre), que Savary nous annonce ce rapport dont nous devons tout espérer. Je crois qu'il veut nous servir. Rapportons-nous-en à lui,

1. Archives nationales, F7, 6540.



d'abord parce que c'est à peu près notre seul moyen, et de plus je ne vois pas pourquoi il se donnerait tant de peine pour me persuader qu'il désire vivement mettre fin à ce qu'il appelle une injustice. Mon assiduité à Fontainebleau n'a d'autre effet que de lui rappeler ses engagements; car, du reste, je suis ici ce que, vous autres Anglais, vous appelez *an indolent looker on*...<sup>1</sup> Je parle souvent de vous avec madame de Périgord, qui est la dernière personne qui vous ait vu<sup>2</sup>. C'est une aimable jeune personne. Elle dit et entend bien. Sa grossesse ne l'incommode pas trop. Je loge près d'elle. Il ne serait pas aisé de trouver dans tout le château de quoi causer aussi bien... Vous me trouverez, à ce que je crois, fort changé. De l'ennui pour soi, de l'inquiétude pour les autres pendant un long temps altèrent nécessairement le caractère. Si de vous voir ne me remet pas à mon état naturel, c'est fini. » Mais il ajoute aussitôt, pour le rassurer sans doute : « Je me porte bien. Est-il vrai que vous engraissez ? Charles, dont je vous envoie une lettre, est encore bien souffrant. Au premier froid ses douleurs rhumatismales se sont fait sentir. Il est excellent. Il aime bien ses amis. Il a le cœur placé haut. Cela fait un drôle d'effet au milieu de tout ce qui l'entoure. Adieu, je vous aime bien<sup>3</sup>. »

Ce Charles était Charles de Flahaut, fils de la comtesse de Flahaut, qui, veuve du lieutenant-général de Flahaut décapité à Arras en 1793, avait épousé en 1802 Don José-Maria de Souza, le ministre de Portugal, après avoir été du dernier bien avec le prince de Talleyrand. De son côté, Charles de Flahaut, dans un billet assez banal, parlait à Montrond des pertes d'argent du prince et ajoutait : « Ton amie, lady Yarmouth, vient de faire une belle affaire par la mort du duc de Q... Il n'y a que nous, à qui cela irait si bien, qui ne faisons pas d'héritage ! » « M. de Talleyrand, écrit-il dans un autre billet, vient tous les soirs chez ma mère et nous parlons de toi. Il désire bien ton retour, mais il croit que ce n'est pas le moment d'en parler... Ne néglige rien pour passer ton temps

1. Un nonchalant spectateur.

2. Il s'agit ici de la plus jeune fille de la duchesse de Courlande, Dorothée, qui avait épousé le neveu de Talleyrand, Edmond de Périgord, et qui devint la duchesse de Dino.

3. Archives nationales, *ibid.*

le mieux possible. Fais venir chevaux, filles et femmes et tout ce qu'il faut pour ne pas réjouir nos ennemis par notre tristesse<sup>1</sup>... » Enfin dans un dernier billet il lui conte les petits scandales du monde. « N'est-ce pas bien comique ? observe-t-il. Ce qui est moins sombre est le mariage de M. de Castellane avec madame de La Rochefoucauld. M. de Talleyrand prétend qu'il l'a prédit, il y a quinze ans. Vraiment toutes les petites filles iront lui présenter le creux de la main pour savoir qui elles épouseront... Je lui ai demandé s'il ne pourrait pas prévoir un peu ton retour. Il espère, comme moi, que nous te reverrons bientôt<sup>2</sup>. » Le retour devait se faire attendre longtemps encore.

Un autre ami, M. d'Aure, ministre de la guerre et de la marine, auprès du roi de Naples, lui mandait qu'il regrettait bien vivement leurs petits soupers de l'an dernier. « J'écris, ajoutait-il, à madame Hamelin. J'espère que son ennuyeux mari la laissera tranquille et qu'elle est heureuse. » Cette personne était une de celles qui occupaient le plus M. de Montrond. Ancienne amie de Barras, elle avait, sous le Directoire, fait merveille, dans le salon de madame Tallien, par sa beauté piquante, son teint ardent, ses yeux superbes et la vivacité de son esprit<sup>3</sup>.

Ennuyé de son séjour à Anvers, M. de Montrond se rendit à Spa où, suivant M. de Lanza de Laborie, il retrouva Pauline Borghèse qui lui accordait ses faveurs, puis à Aix-la-Chapelle, puis à Besançon, toujours suivi par la police. Au mois de juillet 1811, la police de Paris informait le préfet du

1. Archives nationales, *ibid.*

2. Charles de Flahaut, qui devint général et pair de France, fut ambassadeur à Berlin en 1831, puis aide de camp du duc d'Orléans, ambassadeur à Vienne en 1841, sénateur en 1853, et grand chancelier de la Légion d'honneur en 1854. Le prince disait un jour de lui, devant le duc d'Orléans, « que c'était l'homme de France qui connaissait le mieux l'Angleterre, qu'il y aurait de l'influence, que tout le monde l'y aimait parce qu'il parlait du Parlement avec les politiques et chassait le renard avec les sportsmen. Enfin, ajoutait-il, c'est l'homme qui serait le plus propre à remplir les fonctions d'ambassadeur de France à Londres... (puis après une petite pause) d'autant plus qu'il pourrait aussi bien remplir celles d'ambassadeur d'Angleterre à Paris ! »

3. Le général Thiébauld l'avait rencontrée dans le salon de Lucien Bonaparte et il affirme qu'elle justifiait parfaitement « le sobriquet du plus grand polisson de France. » (*Mémoires*, t. III, p. 271, Plon, 1894).

Doubs qu'il fallait surveiller son bavardage, quoiqu'on fût loin de considérer le comte comme un homme dangereux. On arrêta à Liège un de ses domestiques, le sieur Dédoyard, accusé d'avoir affirmé en public que la princesse Pauline avait été exilée à Rome pour avoir demandé à l'Empereur le pardon de M. de Montrond. Le domestique nia si fort ce propos qu'il fut remis, huit jours après, en liberté.

Vers la fin du mois de septembre 1811, Napoléon arrive subitement à Anvers, et soupçonnant des intrigues entre Talleyrand et Montrond, donne aussitôt l'ordre d'arrêter ce dernier, qui y était revenu séjourner<sup>1</sup>. Le ministre Daru contresigne le décret et prescrit d'envoyer immédiatement le prisonnier au fort de Ham. « Dans l'espace de peu d'heures, écrit, à la date du 1<sup>er</sup> octobre, le secrétaire du commissaire général au ministère de la police, le sieur Montrond fut arrêté. Ses papiers furent saisis et examinés, et lui, il fut remis à un officier de gendarmerie et à deux gendarmes, qui l'enlevèrent dans une voiture fermée. Il arrivera aujourd'hui au fort de Ham. Je lui ai retiré trois passeports dont il était porteur. » Le secrétaire remarque que les papiers saisis n'ont pas grande importance, mais que, parmi les lettres, il y en avait deux du prince de Bénévent (on les a lues plus haut) qui étaient relatives à son exil « et par occasion contenaient des expressions qui auraient pu être plus mesurées ». Il incrimine également une lettre du préfet Voyer d'Argenson « qui n'exprime pas mal le degré de crédit et d'influence que le sieur Montrond avait pris sur l'administration publique des Deux-Nèthes et qui a si longtemps fait le scandale de ceux qui en ont été les témoins ». De son côté, le commissaire écrit lui-même que les discours de M. de Montrond « quoique vagues,

1. Le comte de Martel affirme que des documents très sérieux permettent de croire que Montrond fournit aux Anglais des renseignements de nature à favoriser l'expédition de Walcheren. Il avait reçu 50.000 livres sterling, soit 1.250.000 francs qu'il avait partagés avec Talleyrand et Fouché; lord Yarmouth, qui n'était pas fâché de faire passer l'amant de sa femme pour un espion, aurait dit en propres termes que Montrond était « un des hommes qui avaient piloté leur expédition contre Walcheren ». Desmarets était, paraît-il, de cet avis. M. Albert Sorel incline à croire, lui aussi, que Montrond échangeait des lettres avec lord Yarmouth, comme celles que les amis de d'Antraigues et de Talleyrand avaient envoyées au *Foreign Office* de 1803 à 1805.

semblent indiquer qu'il connaît la cause de son arrestation ». Il lui a enlevé une certaine quantité de lettres, mais il lui a rendu celles qui n'avaient rapport qu'à des affaires d'intérêt ou de galanterie. Le commissaire dénonce également le préfet qui, en venant faire ses adieux à Montrond, a pleuré assez abondamment et lui a remis un petit billet mystérieux<sup>1</sup>.

Le 2 octobre, le commandant d'armes du château de Ham, le nommé Dillenius, informe Réal que M. de Montrond a été conduit en ce jour dans la prison d'État de cette place. Il n'y fut pas bien traité, car quelque temps après, un de ses amis, un ancien conseiller au parlement de Paris, M. Duplex de Mézy, se voyait obligé de réclamer quelques adoucissements à sa situation. Au bout d'un mois, le prisonnier fut autorisé à se rendre et à résider à Châtillon-sur-Seine. Il signa l'engagement suivant, le 29 novembre : « D'après l'ordre qui m'est transmis aujourd'hui au château de Ham, par un officier de la gendarmerie de Paris, je donne, ainsi que cet ordre le porte, ma parole d'honneur de ne pas m'éloigner au plus de deux lieues de Châtillon-sur-Seine ». Il partit le même jour et n'arriva à sa nouvelle destination que le 8 décembre.

Il descendit à l'hôtel de la *Côte d'Or*, tenu par la dame Renard. Plusieurs fois par semaine, il devait se présenter chez le sous-préfet, ce qu'il fit régulièrement jusqu'au mois de juillet 1812. Il avait obtenu la permission de se promener dans une calèche élégante, attelée de deux chevaux de prix. Il finit par s'ennuyer de cette résidence forcée et de cette petite ville morte. Au commencement de juillet, il se mit au lit et prévint les autorités de sa maladie subite. Comme un domestique promenait tous les jours les chevaux et la calèche, on ne s'inquiéta de rien. Trois semaines après, le 24 juillet, il disparut.

Cette fuite causa un grand émoi. La police envoya à la recherche du fugitif l'inspecteur Pâque qui courut à Châtillon, à Mézy en Seine-et-Oise, à Dijon, à Lyon, à Avignon, à Valence, à Aix, à Marseille. Il visita les bureaux de poste et de messagerie, les divers hôtels, interrogeant les autorités, les postillons, les gendarmes, les hôteliers, les valets, etc., faisant

1. Archives nationales, *ibid.*

un bruit infernal, jurant et menaçant, décernant des mandats d'arrestation, mais sans le moindre résultat. Le duc de Rovigo crut un instant être sur la piste du comte. Il lança l'inspecteur Pâque sur la route de Turin, car on lui avait dit que M. de Montrond voyageait en Italie sous le nom de Charles Duplex, et s'était réfugié chez une dame de Saluces. L'inspecteur ne trouva rien à Turin, à Gênes, à Alexandrie, à Florence. Des ordres d'arrestation contre « cet agent d'intrigues » furent envoyés dans toutes les directions, à Rome, à Florence, à Hambourg, à Altona, à Amsterdam, en Westphalie, en Poméranie. Le cabinet noir se montra plus actif et plus vigilant que jamais. On saisit une lettre sans indication de lieu, où il était dit par le fugitif qu'il avait fait trois ou quatre mille lieues. « Ma santé, ajoutait-il, s'arrange mieux que mon humeur de tous ces tracassas. Je me sentais mourir dans ce maudit Châtillon. » Le ministre de la police adresse alors une longue lettre irritée au commissaire de police de Marseille et se plaint de la négligence de son service. Il fait punir, par le duc de Conegliano, le lieutenant de gendarmerie de Châtillon qui a laissé fuir le coupable. Il donne l'ordre d'envoyer au ministère les chevaux et la calèche avec les selles et les bridons. C'était une consolation comme une autre. On surveille tous les amis de M. de Montrond. On s'occupe de lady Yarmouth. On l'accuse d'avoir noué avec le comte des intrigues galantes « quoique le comte se dit le très grand ami de lord Yarmouth ». Ce « quoique » aurait fort amusé Montrond.

On s'empara enfin de lettres d'Angleterre, le seul pays hospitalier où le comte était parvenu à se réfugier. C'était alors l'unique asile qui défilait les investigations et les audaces de la police impériale. On découvrit un petit billet tendre à madame Hamelin, où le comte l'appelait « sa chère petite », et la pria de lui faire parvenir des plantes rares par un ami, M. de la Villeneuve<sup>1</sup>. On surprit une longue lettre à M. de Mézy, datée de Falmouth, le 2 avril 1813, et on la remit à Desmarests. Cette lettre, originale et spirituelle, mérite d'être connue :

« ... Je n'aurais pas pris le parti que j'ai pris, écrit Montrond, si j'avais pu supporter la vie dans cet isolement ou bien

1. Archives nationales, *ibid.*

seulement voir un terme à l'injuste mesure dont j'étais depuis longtemps l'objet. En quittant mon exil, j'avais expliqué pourquoi je ne me regardais pas lié par un engagement que je savais être conditionnel, et qu'on a violé dès la première heure, puisque la lettre du ministre de la police au commandant du château de Ham, ordonnait de me mettre en liberté dès que j'aurais signé la promesse de me rendre à Châtillon et de ne pas m'en écarter à plus de deux lieues ». Il sait que son ami, M. de Mézy, a le goût des voyages et il lui raconte les siens. Il périssait de chagrin à Châtillon, c'est ce qui l'a déterminé à s'enfuir. Le hasard lui procura un passeport pour l'Espagne.

« Je n'étais pressé que de partir et le petit détour ne m'était de rien. Il n'y avait d'inconvénient que la nécessité de traverser quelques vingt lieues de pays peuplés de guérillas. Mais on me donnait l'espérance de trouver un bon guide, et finalement j'arrivai au bord de la mer sans embarras. Dix minutes après, j'étais embarqué dans un petit bateau où je passai la nuit à voguer, tout satisfait d'avoir si bien trouvé mon chemin. A la fin du jour, nous rencontrâmes un gros vaisseau anglais qui nous questionna, comme c'est la coutume à la mer. Il avait à bord un état-major espagnol qui avait fantaisie de me faire prisonnier, mais le capitaine, après quelque peu de conversation, me donna passage pour Mahon sur un brick qu'il y envoyait. Nous recommencions à naviguer assez tranquillement, quand nous fûmes appelés de nouveau par un vaisseau encore plus grand que l'autre, commandé par un amiral et suivi d'une quantité de bâtiments. Quand il sut qu'il y avait un Français à bord de ce brick, il l'envoya chercher par un petit officier qui se trouvait être le fils de M. Holland. Cette escadre portait l'expédition d'Alicante et l'amiral avait à bord tout l'état-major. On me fit plus de mille questions à la fois et toutes relatives à leur expédition qu'on croyait être l'objet de mon déguisement. On ne doutait pas que je ne fusse un général. Un maudit capucin espagnol faisait jurer à des Catalans qui étaient à bord qu'ils m'avaient vu commander à Barcelone. Mais rien ne peut vous donner une idée de l'éclat de leurs rires, quand j'ai voulu leur faire croire que je n'étais pas militaire, qu'ennuyé d'être confiné en Bourgogne, j'allais

vivre ailleurs, et que la plaisanterie du capucin me paraissait bien mauvaise ». M. de Montrond, n'ayant qu'un pistolet contre soixante canons, n'était pas de force à résister. Il demeura donc cinq semaines à bord du vaisseau-amiral, plus deux autres semaines devant Alicante. On le prit à la fin pour le général Mouton et on l'accabla de ce titre, jusqu'à l'arrivée d'un vaisseau commandé par un capitaine qui le connaissait. Dans ce vaisseau se trouvaient lord Walpole et un sieur Casaas qui le destituèrent de son généralat et affirmèrent que M. de Montrond ne voyageait que pour son compte. On les écouta et leur prisonnier fut transféré à leur bord. Il obtint ensuite un passeport pour la Sardaigne et un mois après, en décembre, put se rendre à Londres en prenant le paquebot à Cagliari. Il était resté cinq mois en mer. « J'ai reçu, dit-il, une forte éducation morale et je te jure que c'est bien là qu'on peut dire que l'homme est le roi des animaux. Nous avons eu de tout à bord, comme le tonnerre, par exemple. De temps en temps des bals avec beaucoup de dames et parfois des boulets quand nous approchions des côtes, et la plus forte tempête de l'avis des connaisseurs... Les boulets quittaient leur case et roulaient sur le pont comme des billes de billard. Il n'y a rien de si importun. Des hommes tombant d'en haut des mâts brisés, et toutes les misères qu'on voit dans les livres, et puis quand on va dîner d'un vaisseau à l'autre, un coup de vent qui vous sépare pour huit jours et quel dîner ! Il est bien entendu que j'y suis fort malade dès qu'il y a du gros temps, et cela ne manque jamais de divertir tout l'équipage... » Il appelle son récit une fable et il en tire la morale que ceux qu'on envoie à Châtillon ou autres lieux, font bien de s'y tenir quand ils en ont la patience<sup>1</sup> !... Cette lettre ne fut naturellement pas remise à M. de Mézy, qui l'ignora toujours.

M. de Montrond revint en France après le départ de Napoléon pour l'île d'Elbe. Il ne fit point parler de lui jusqu'à l'époque des Cent Jours. C'est à ce moment qu'il accepta une mission qu'il est permis d'appeler extraordinaire.

1. Archives nationales, *ibid.*

\*  
\* \*

Pressé par des besoins d'argent, car on ne peut expliquer son acceptation que pour ce motif, M. de Montrond consentit à servir d'agent secret à Napoléon auprès de l'Autriche. Endoctriné par Fouché qui connaissait son goût pour les aventures et sa situation embarrassée, il voulut bien essayer d'aller à Vienne et d'y voir son ami et patron, M. de Talleyrand. « On imagina, dit M. Thiers, de lui envoyer un personnage singulier, homme du monde fort connu dans les salons, fort inconnu dans la politique, souvent employé dans certaines négociations occultes, doué d'un esprit rare, d'une grande audace, présentant le contraste qui se rencontre quelquefois d'un bon sens supérieur et une conduite désordonnée et ayant sur M. de Talleyrand l'influence d'un familier initié à tous les secrets de sa vie. » La mission consistait à convertir le prince aux intérêts de l'Empereur et, si l'occasion le permettait, à enlever Marie-Louise et le roi de Rome. M. de Montrond fut chargé de lettres secrètes de M. de Caulaincourt pour divers personnages et pour M. de Meneval qui se trouvait encore auprès de Marie-Louise.

Il paraîtrait que le messenger avait reçu tous les pouvoirs et tous les crédits nécessaires. L'abbé Altieri, attaché à la légation autrichienne à Paris, lui remit son passeport. M. de Montrond se déguisa et, avec une adresse étonnante, parvint à dépister toutes les polices. Il arriva à Vienne et vit le prince. Voici comment celui-ci informa Louis XVIII, le 13 avril, de cette étrange visite. « Tout ce qui me revient de la France prouve que Bonaparte est dans de grands embarras. J'en juge encore par les émissaires qu'il a envoyés ici. L'un d'eux, M. de Montrond est parvenu jusqu'à Vienne. Il n'avait ni dépêches, ni mission ostensible et plutôt a-t-il été envoyé par le parti qui sert actuellement Bonaparte que par Bonaparte lui-même. C'est là ce que je suis porté à croire. Il était chargé de paroles pour M. de Metternich, M. de Nesselrode et moi. Il devait s'assurer si les puissances étrangères étaient sérieusement décidées à ne point reconnaître Bonaparte et à lui faire la guerre. Il avait aussi une lettre pour le prince Eugène. » Donc M. de Montrond portait quelque chose et n'était pas un messenger



banal. M. de Talleyrand arrange à sa façon leur entrevue. « Ce qu'il était chargé de me demander, c'était si je pouvais bien me résoudre à exciter une guerre contre la France. — Lisez la déclaration (du 13 mars) lui ai-je répondu. Elle ne contient pas un mot qui ne soit dans mon opinion. Ce n'est pas d'ailleurs d'une guerre contre la France qu'il s'agit, elle est contre l'homme de l'île d'Elbe. » On sait par les événements qui suivirent et par le traité du 20 novembre comment cette promesse fut réalisée. Dès que M. de Montrond vit Talleyrand se ranger du côté des Bourbons, il n'insista pas.

Il interrogea alors M. de Metternich sur la possibilité d'une régence. « La régence? répondit le diplomate autrichien, nous n'en voulons plus! » Il alla voir M. de Nesselrode auquel il demanda quelles étaient les dispositions de l'empereur Alexandre. « La destruction de Bonaparte et des siens! » telle fut sa réponse, si l'on en croit M. de Talleyrand<sup>1</sup>.

On dit que M. de Montrond parvint à pénétrer dans le parc de Schœnbrunn sous prétexte d'horticulture. Il vit secrètement M. de Meneval qui lui confia que Marie-Louise se préoccupait beaucoup plus de M. de Neipperg que de sa propre régence. Il put se convaincre que l'Autriche et l'Angleterre étaient assez disposées à défendre la cause des Bourbons, que la Prusse se bornait à être hostile à Napoléon et que la Russie avait une certaine sympathie pour le duc d'Orléans. « On s'est attaché, déclare M. de Talleyrand, à faire connaître à M. de Montrond l'état des forces qui vont être immédiatement employées, ainsi que le traité du 25 mars dernier. Il est reparti pour Paris avec ces renseignements et ces réponses qui pourront donner beaucoup à penser à ceux qui aujourd'hui se sont attachés à la fortune de Bonaparte<sup>2</sup>. » Quelque temps après la visite de M. de Montrond, le fin diplomate alla faire une cure à Carlsbad sous prétexte qu'après un congrès il convenait de soigner son foie, mais plutôt pour voir venir. En réalité, il n'était pas tout à fait disposé à défendre la cause de

1. M. de Nesselrode écrivait au même moment à Pozzo di Borgo : « Point de paix avec Bonaparte et rien de plus! »

2. J'observe que M. de Flahaut, étroitement uni à M. de Talleyrand, avait accepté, lui aussi, une mission semblable. Mais arrivé à Stuttgart, il fut arrêté et reconduit à la frontière.

Louis XVIII. Il avait fait comprendre à ceux qui le pressaient au sujet du duc d'Orléans que la porte n'était pas encore ouverte, mais qu'elle pourrait s'ouvrir et qu'il ne fallait pas se hâter imprudemment de la fermer avec violence.

Quant à M. de Montrond, il revint en France porteur en tout d'une lettre de M. de Meneval qui ne laissait au ministre des Affaires étrangères aucune illusion sur les dispositions de Marie-Louise et de la Cour de Vienne. L'Empereur répondit à cette cruelle information par la publication officielle de la déclaration du 13 mars qu'il fit qualifier de « provocation pure et simple à l'assassinat », ce qui était vrai et ce dont M. de Talleyrand, sous des phrases habiles, ne s'était point trop défendu. Il fit mettre en outre cette note au *Moniteur* du 19 avril : « Un M. de Montrond qui s'est échappé de Paris pour porter des papiers importants au prince de Bénévent, n'a pas pu s'empêcher de déclarer que c'était une grande erreur de croire que l'empereur Napoléon se trouvait enfermé dans les Tuileries, qu'il était constant que la France en masse était pour lui et ne voulait que lui. »

\*  
\* \*  
\*

L'échec de sa mission à Vienne n'empêcha point M. de Montrond de retourner rue Saint-Florentin et de se mêler à ceux qui assistèrent au second retour des Bourbons. M. de Talleyrand et M. de Montrond étaient en peu de temps revenus à leurs premières relations. La police royale fit, comme la police impériale, surveiller le prince et ses amis, dès que le ministère Richelieu eut succédé au ministère Talleyrand. On apprit que M. de Montrond avait demandé le 17 novembre un passeport pour se rendre en Angleterre. Avant de l'accorder, le préfet de police Anglès demanda au ministre Decazes s'il n'avait aucun motif de refus. Celui-ci passa outre, mais en invitant la police à continuer sa surveillance, tant il se défiait des menées secrètes du prince et de ses acolytes.

M. de Montrond avait accepté la mission délicate de faire le tri des personnes qui pouvaient être admises ou non auprès de son maître. Il était assez maussade à l'égard de ceux qui ne présentaient ni tare ni travers quelconque. Il lui déplaisait de

rencontrer, ce qui, d'ailleurs, dans son monde lui arrivait rarement, un caractère irréprochable. Un jour qu'on lui demandait pourquoi il ne parlait jamais de tel personnage, il lui échappa cet aveu significatif : « Il est impossible d'en dire du mal ! »

Il suivait partout son maître ; il l'imitait dans ses moindres actions ; il avait emprunté au prince la profonde indifférence avec laquelle, au jeu, il poussait l'or devant lui ou le ramassait. Dans les salons de la duchesse de Luynes où ils fréquentaient tous deux, il était beau de le voir, tantôt les mains pleines — et ce n'était pas comme les innocents — tantôt les mains vides, mais toujours railleur et superbe de sang-froid. Il y composait des mots d'esprit qu'il a plus tard laissé généreusement attribuer à M. de Talleyrand, lequel lui en conserva une certaine reconnaissance. Quelques-uns des plus célèbres, comme : « La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée, — Défiez-vous du premier mouvement, c'est le bon, — S'il vous arrive quelque chose d'heureux, allez le raconter à vos amis afin de jouir de leur peine, » etc., sont de lui, si l'on en croit le comte Joseph d'Estourmel. En voici deux dont la paternité semble établie. Un de ses amis, énumérant avec jactance les qualités de sa fiancée, enfant de l'Amour et du hasard : « A t'entendre, dit-il, ne croirait-on pas que tu vas épouser une fille surnaturelle ! » Apercevant un maigre bailli en costume de cour avec une longue épée qui lui battait les mollets : « Pauvre bailli, murmura-t-il, on ne sait s'il a trois épées ou trois jambes ? »

Il passait son temps avec des gentilhommes, tels que MM. de Noailles, de Boisgelin, de Lauraguais et de Narbonne, qui donnaient à l'*humour* et à l'élégance la préférence sur tous autres mérites. Il avait pris pour règlement de sa vie cette devise : « Proportionner les mots aux choses, les sentiments aux personnes et ne s'étonner de rien ». La police de la Restauration continuait à le considérer avec méfiance. Au fond, elle avait plus peur de ses satires que des intrigues auxquelles il aurait pu être mêlé. Cependant, les étroites relations de Mont rond avec Talleyrand lui semblaient suspectes. Aussi, le préfet de l'Indre avait-il mission de surveiller avec soin le château de Valençay, d'observer les arrivants et de connaître leurs noms.

Le directeur général des Postes, M. d'Henouville, qui avait

eu des ordres semblables, écrivait au ministre de l'intérieur le 18 mai 1816 que le prince qui avait reçu son agent d'affaires et la duchesse de Courlande, paraissait devoir faire un séjour prolongé et classait de nombreux livres dans sa bibliothèque. Il semblait avoir de grandes préoccupations. Il avait une correspondance très considérable. En l'examinant, la police pouvait affirmer, quelques jours après, que M. de La Besnardière, directeur des affaires politiques aux Affaires étrangères, trompait le duc de Richelieu et transmettait au prince tous les secrets diplomatiques. Le 30 mai, le directeur des postes rapportait, sur un dire de l'intendant de Talleyrand, que celui-ci se moquait actuellement des honneurs, qu'il préférerait vivre retiré, et « que, vu la faiblesse du gouvernement, il valait mieux dans ce moment être éloigné de la capitale, *mais que cela ne pouvait durer qu'un temps* <sup>1</sup>... » Quelques jours après, M. Decazes en personne écrivait au préfet de l'Indre : « Ne craignez point que vos observations soient minutieuses. La politique, comme la police qui ne font qu'une même chose, en semblable occasion ne dédaigne aucun renseignement... On m'assure que la correspondance de M. de Talleyrand continue d'être fort considérable. Vous vous serez sans doute concerté avec le directeur de la poste pour connaître les points de départ et d'arrivée les plus habituels <sup>2</sup>... »

Il recommandait une surveillance adroite, qui restât cependant dans la juste mesure du secret. Les différents ministères qui se succédèrent à l'intérieur ne perdirent pas de vue ce château de Valençay où s'élaboraient tant d'intrigues. En 1822, M. de Corbière prie son collègue, le duc de Bellune, ministre de la guerre, de déplacer au plus vite le sieur Jacob, maréchal des logis de gendarmerie à Valençay, qui, tout dévoué au prince, rendait impossible la surveillance sur les réunions de libéraux de plus en plus fréquentes chez lui. Le brigadier fut envoyé aussitôt dans un autre poste « à cause de ses complaisances à l'égard du prince ». Les relations de Talleyrand avec le Roi s'étaient singulièrement refroidies. Un jour que le prince était venu faire sa cour aux Tuileries, Louis XVIII lui

1. Archives nationales, F<sup>7</sup> 6817.

2. *Ibid.*

dit pour lui faire sentir qu'il aimerait le voir partir au plus vite. « Quelle distance y a-t-il, prince, entre Paris et Valençay? — A peu près le double, Sire, de celle qui sépare Paris de Gand ».

M. de Montrond, qui amenait au château des personnages de l'opposition, était l'objet d'une vigilance particulière. Qu'il allât à Valençay, à Châteauroux, à Dieppe, il était suivi par de nombreux estafiers. Cela ne l'empêchait pas de faire des affaires et de se livrer à ses plaisirs. Il était le plus agréable commençal de Valençay et fit, entre autre, la conquête du révérend Sidney-Smith. « J'étais assis à table, mandait ce pasteur à sa femme, à côté de M. de Montrond, le Luttrell de Paris, homme très aimable et très spirituel. Nous fûmes bientôt bons amis. »

En juillet 1827, le préfet de police, Delavau, mandait au ministre : « Il paraîtrait, d'après ce qu'on a entendu dire chez la dame Hamelin, que M. le chevalier de Montrond s'est rendu quelque temps à Londres pour y être le correspondant et y suivre les intrigues du parti qui manœuvre dans ce moment et dont un des principaux chefs serait, comme Votre Excellence peut bien le présumer, M. le prince de Talleyrand, protecteur et ami, depuis bien des années, du chevalier de Montrond. La correspondance dont il est chargé est, dit-on, très active. Il donne dans ses lettres les détails les plus circonstanciés sur les menées politiques qui ont lieu à Londres et on lui transmet également des détails très étendus sur ce qui se passe ou se trame à Paris. On a également appris que cette double correspondance, si importante, n'est jamais confiée à la poste et elle l'est très rarement même aux courriers de l'ambassade d'Angleterre. On a de fortes raisons de croire que M. Delessert en est l'intermédiaire... On a su que, le 14 de ce mois, madame Hamelin avait envoyé chez M. Delessert un gros paquet à l'adresse de M. de Montrond pour qu'il l'expédiât par une personne qui partirait le soir même<sup>1</sup>. » Dès lors, M. de Montrond ne peut aller à Calais ou à Dieppe et de là en Angleterre, avec ou sans madame Hamelin, que suivi de sbires. On le surveille de près, lui et sa compagnie, jusqu'à Brighton et on envoie sur leur compte force notes au mi-

1. Archives nationales, F<sup>7</sup> 6938.

nistère. Mais ces observations ne furent pas jugées assez graves pour les faire arrêter ou pour leur causer aucun ennui. Le prince, M. de Montrond et son amie purent sans être inquiétés continuer leurs intrigues jusqu'à la révolution de 1830, au succès de laquelle ils avaient évidemment travaillé. M. de Talleyrand voyait enfin arriver au trône cette branche cadette pour laquelle il avait fait des vœux dès l'année 1789, car ce grand courtisan de tous les régimes n'a jamais été au fond qu'un partisan acharné des d'Orléans.

\*  
\* \*

Il consentit, comme on le sait, à retourner à Londres pour y diriger l'ambassade française et y mener d'habiles négociations qui tendaient plus, en réalité, à la reconnaissance du gouvernement nouveau qu'à l'indépendance de la Belgique. Il emmena naturellement avec lui M. de Montrond. Un incident significatif montre tout ce qu'avait de fragile une amitié qui ne reposait que sur une communauté de vices. En 1832, M. de Montrond eut subitement après le dîner une attaque d'épilepsie. Il était tombé sur le parquet et se débattait avec violence. Talleyrand, au lieu de le secourir, le regardait avec un sourire caustique, observant seulement qu'il allait dans ses convulsions abîmer son tapis. C'est bien le même homme qui, visitant avec le maréchal Lannes le champ de bataille d'Austerlitz, ne voyait là qu'un spectacle curieux tandis que le maréchal pleurait à chaudes larmes devant tous ces morts et ces blessés. Mais quand la princesse de Vaudémont mourut, le prince de Talleyrand manifesta une vive émotion. « C'est la première fois, dit M. de Montrond surpris, que je lui vois verser des larmes ! »

Les personnes que M. de Montrond fréquentait le plus à Londres étaient madame de Flahaut, lady Hunloke, Stanley, Shéridan, d'Orsay, de Saint-Marsan, lord Francis Egerton. Raikes, qui le vit en 1832, en fait le portrait suivant ; « Montrond, qui doit avoir soixante-cinq ans, est un protégé de Talleyrand et un hôte constant de sa table. Il a passé à travers les différentes scènes de la Révolution française, mettant toujours de côté une certaine portion pour ses dépenses.

Il est reçu dans les meilleures maisons de Londres. Il est spirituel et entraînant, quoique son ton soit presque tranchant. Il joue haut et gagne journellement. Il est plein d'anecdotes et il les dit bien. Grand épicurien et connaisseur des choses de la table, il participe à toutes les gaietés et à toutes les folies des jeunes dandys anglais, qui se modèlent sur sa personne et admirent ses saillies... Il avait épousé la duchesse de Fleury, une belle femme, ayant de la fortune qu'il dissipa. L'âge a maintenant adouci les traits les plus vifs de son caractère. Il se sent moins dans un pays étranger que dans sa patrie. Sa seule ambition en ce moment est une vie de bien-être paisible ». En cela, il était de l'avis de son maître qui écrivait au baron de Gagern :

Lorsque de tout on a tâté,  
 Tout fait, ou du moins tout tenté,  
 Il est bien doux de ne rien faire!...

Raikes lui demanda un jour s'il était vrai que Louis-Philippe lui eût alloué une pension. Montrond lui répondit : « Vingt mille francs par an, pour bien parler de lui dans les clubs et en Angleterre ! » On disait qu'il avait surpris le secret de certaines intrigues nouées jadis en Sicile par le duc d'Orléans, et que celui-ci lui payait cher son silence.

George Sand qui avait vu M. de Talleyrand et son courtisan au château de Rochecotte, en a écrit ce qui suit : « Ces deux vieillards, c'est le prince et son... comment dirai-je ? Car je ne prononcerai pas le nom d'ami, dont se targue M. de Montrond devant les serviteurs et les subalternes. C'est un titre d'ailleurs qu'il ne se permettrait pas sans doute de prendre en présence du maître, car celui-ci doit sourire à tous les mots qui représentent des sentiments. Pour me servir d'un terme de leur métier, je dirai que M. de Montrond est l'attaché du prince, quoique ses fonctions auprès de lui se bornent à admirer et à écrire sur un album tous les mots qui sortent depuis quarante ans de cette bouche incomparable. »

Un an avant la mort du prince de Talleyrand, M. de Montrond eut une maladie grave qui en fit tout d'un coup un vieillard. Ce fut un événement. « Ce Lauzun du Directoire, dit *La Quotidienne*, ce dernier type des hommes de l'ancien ré-

gime, qui occupa pendant trente ans Paris de l'éclat de ses aventures galantes, de l'ampleur de sa cravate, du bruit de ses duels, de l'élégance de sa coiffure, du piquant de ses saillies, du luxe de ses dépenses et du mystère de sa fortune, ce brillant Montrond qui donnait le ton à Frascati et au pavillon de Hanovre par la cherté de son jeu et par la hardiesse de ses propos, qui était aussi fort à l'épée qu'au whist, aussi habile à forcer un quinola qu'à réduire une coquette, ce Montrond qui parcourut toutes les cours de l'Europe à la suite des ambassadeurs et qui dirigeait aussi bien une fête à l'hôtel des Affaires étrangères que les parties de jeu d'un Congrès, enfin ce Montrond, le seul homme qui soit resté pendant cinquante ans l'ami de M. de Talleyrand, traîne aujourd'hui à Valençay les infirmités d'une jeunesse de soixante-dix ans. Presque aveugle et perclus de goutte, on le brouette dans les allées du parc, on le traîne à la table du prince et on le porte dans le salon où il retrouve encore quelques lueurs d'esprit, de sarcasme et d'ironie. M. de Talleyrand ne se plaît plus que dans la conversation de ce *fidus Achates*, qui a fait, pendant quarante ans, assaut d'épigrammes et de roueries avec lui. »

Montrond amusa une dernière fois la table de son maître, en demandant à un joueur acharné qui se plaignait d'avoir perdu sa femme : « Est-ce au lansquenet ou au baccara?... » Raikes qui le revit en 1837, le trouva entièrement changé. « Il est devenu maigre et émacié. Il s'appuie sur une canne et porte des lunettes vertes. Quelqu'un désirant lui être aimable, lui dit un jour au dîner : « Je vous trouve bon visage aujourd'hui. » Il s'attira cette réponse : « Ma foi ! vous n'êtes pas difficile ! » M. de Talleyrand, qui devait mourir avant lui, n'avait pas perdu un atome de son esprit. On venait de lui apprendre que Chateaubriand se plaignait d'être devenu sourd. « Il se croit sourd, fit-il, parce qu'il n'entend plus parler de lui... » On sait, et je n'ai pas à y insister ici, comment au dernier moment, il fit sa paix avec l'Église. Montrond ne tarissait pas en plaisanteries sur cette signature accordée *in extremis* le 17 mai 1838. Il laissait entendre que le prince avait été mû par deux sentiments : ne pas donner le scandale d'obsèques dépourvues d'honneurs religieux et ne se convertir qu'à la dernière minute, afin d'échapper aux sarcasmes du monde.



Il survécut cinq ans au prince. De temps à autre il essayait encore, malgré son affaissement visible, de soutenir son rôle d'homme à bons mots. M. Thiers, forcé de quitter le ministère en 1840, s'écriait, devant lui, avec colère : « Je mettrai la couronne à mes pieds ! » — « J'aimerais mieux, siffla Montrond, la voir à vos pieds que sur votre tête ! » En 1842, il fut atteint de paralysie et dès lors, il ne traîna plus que des jours misérables. Son médecin lui disait dans une de ses visites : « Prenez bon courage ! vous irez peut-être mieux, assez bien pour sortir en voiture. — Oui, répondit-il, amèrement, je sais la voiture dans laquelle je sortirai !... »

Thomas Raikes nous affirme que le duc de Broglie, qui le voyait souvent, s'occupa de le convertir. Madame Hamelin, qui était sur le tard devenue très dévote, l'aida en cette circonstance. Ils réussirent, à ce qu'il paraît, dans leur tâche difficile. M. de Montrond, qui était revenu à Paris et habitait alors un pavillon rue Moncey, se confessa plusieurs fois à l'abbé Petitot. Celui-ci lui ayant demandé un jour : « Vous avez sans doute dans votre temps, fait beaucoup de plaisanteries contre la religion ? — Non, monsieur l'abbé, répondit froidement M. de Montrond, j'ai toujours vécu en bonne compagnie. »

Il oubliait les efforts qu'il avait tentés peu d'années auparavant pour dissuader le prince d'une rétractation « ridicule ». Cependant ce fanfaron de vices parut au dernier moment se repentir sincèrement. Il demanda qu'on plaçât un crucifix au chevet de son lit et manifesta devant ses amis des sentiments de foi qui les surprirent et les touchèrent.

Trois ans auparavant, son rival en élégance et en distinction, le célèbre Brummel, avait succombé dans une misère ignoble et dans une imbécillité voisine de la démence. M. de Montrond au contraire, avait eu comme M. de Talleyrand, mais avec moins d'apprêts, une mort plus décente et, pour me servir d'un mot de l'époque, il avait su mourir en homme qui savait vivre. Un Allemand, avait mis sur sa carte ces trois mots : « Ami de Beethoven ». M. de Montrond aurait pu, a-t-on dit, mettre sur la sienne : « Ami de Talleyrand ». Ce fut en effet toute sa carrière.